

Rapport d'activité 2017

Assemblée Générale du 26 avril 2018



Observatoire des Vacances et des Loisirs des Enfants et des Jeunes

Association constituée de la JPA et de l'UNAT

7 rue Pérignon, 75015 PARIS

07.68.33.68.59 / ovlej@ovlej.fr

Sommaire

L'OVLEJ : présentation.....	3
Nouveau projet stratégique quadriennal.....	4
Étude biennale sur la thématique du vivre ensemble	5
Mise en œuvre de l'étude	5
Un travail avec des étudiants	6
Diffusion de connaissances : Bulletin et revue de presse	7
Travail sur un ouvrage	8
Interventions ponctuelles et représentations.....	9
Vie associative	11
L'Ovlej dans les médias en 2017	12
Annexes	14
Presse	14
Février 2017 – Presse papier	14
Février 2017 – Web	15
Mai 2017 – Presse papier	16
Juillet 2017 – Presse Web.....	19
Juillet 2017 – Presse papier.....	23
Novembre 2017 – Web	25
Liste des <i>Bulletins</i> publiés par l'Ovlej	27

L'OVLEJ : présentation

L'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ) est une association créée fin 1999 par les principales organisations du secteur associatif intervenant dans le champ des vacances et des loisirs collectifs. Elle est aujourd'hui constituée de la Jeunesse au Plein Air (JPA) et de l'Union Nationale des Associations de Tourisme de plein air (UNAT).

Son objet : contribuer à une meilleure connaissance des vacances et des loisirs collectifs pour enfants et adolescents, à travers notamment la réalisation et la diffusion d'études. Depuis plus de quinze ans, l'OVLEJ produit ses propres études et mutualise les données produites par d'autres institutions. Ces expertises, réalisées avec et pour les acteurs et partenaires du secteur, sont mises en ligne et accessibles à tous sur le site Internet de l'Observatoire (www.ovlej.fr).

Depuis sa création, quinze études ont été réalisées par l'OVLEJ sur des thématiques diverses :

- Les pratiques de vacances des enfants et des jeunes : taux de départ, modes de départ, motivations,
- Les accueils collectifs de mineurs : fréquentation, pratiques, évolutions,
- Les familles et les ACM : perceptions, attentes, raisons à l'inscription, parcours,
- Des études spécifiques : handicap, aides au départ, professionnels du secteur.

Les résultats sont notamment diffusés au travers des Bulletins, publication synthétique de l'OVLEJ¹.

La gouvernance de l'OVLEJ est, depuis 2016, à parité entre ses deux membres : la JPA et l'UNAT. Ce changement statutaire s'est accompagné d'une réflexion sur un nouveau projet stratégique, qui prend effet dès l'année 2017 au travers de son programme de travail.

¹ Cf. listing en Annexes.

Nouveau projet stratégique quadriennal

La réflexion entamée en 2016 au sein du conseil d'administration, sur la définition d'un nouveau projet stratégique, s'est poursuivie sur l'année 2017. L'objet du projet est de définir les axes de stratégies et les objectifs principaux de l'Observatoire, sur les années 2017 à 2020.

Souhaitant réaffirmer l'idée que l'OVLEJ travaille d'une part en direct avec les deux têtes de réseaux que sont l'UNAT et la JPA et, d'autre part, pour et avec les divers acteurs du secteur, plusieurs actions ont été menées permettant de recueillir les attentes et intérêt de chacun. Ainsi, en 2016, une enquête en ligne a permis de recueillir des informations sur la perception que les acteurs du terrain ont de l'OVLEJ et de ses travaux, et deux rencontres au sein des conseils d'administrations des membres fondateurs ont, elles, permis de recueillir les intérêts sur les potentiels futurs sujets d'études.

Le 15 juin 2017, une nouvelle rencontre, pilotée par l'OVLEJ, a été organisée avec les membres du groupe de travail « Valorisation des ACM » de la JPA et de la commission « Vacances enfants-ados » de l'UNAT. L'objectif : permettre à ces acteurs de contribuer à l'élaboration du nouveau projet de l'OVLEJ. Cette rencontre a réuni 25 personnes et s'est organisée autour de quatre temps de travail concernant :

- Le contexte des vacances et des loisirs,
- Les enjeux de l'OVLEJ,
- Les expertises à développer par l'Observatoire dans les 4 ans,
- La communication de l'OVLEJ.

Les échanges, constats et attentes recueillis lors de cette rencontre sont venus alimenter et orienter le travail de rédaction du nouveau projet stratégique de l'Observatoire.

Le projet quadriennal 2017-2020 a ainsi été voté par les membres du CA de l'OVLEJ le 7 décembre 2017. Trois enjeux ont été (ré)affirmés :

- Un observatoire reconnu pour son expertise, pour les organisateurs et les institutions,
- Un observatoire, utile à ses membres,
- Un observatoire, pôle de ressources pour que ses membres -la JPA et l'UNAT- puissent influencer les politiques publiques.

Le programme de travail, défini au sein de ce projet, se structure autour de trois grands axes :

- Réaliser des études nationales, territoriales et spécifiques aux organisateurs dans le champ des vacances et des loisirs collectifs,
- Animer une veille partagée sur les recherches, les études, les rapports... concernant les vacances et loisirs des enfants et des jeunes,
- Diffuser des connaissances sur les vacances et les loisirs des enfants et des jeunes en accueil collectif de mineurs.

Des rencontres pour présenter ce nouveau projet seront organisées au cours de l'année 2018 auprès des membres de la JPA et de l'UNAT, mais également de partenaires du secteur et de l'OVLEJ.

Étude biennale sur la thématique du vivre ensemble

Au sein du premier axe de travail du projet stratégique, la principale action est la réalisation d'études biennales approfondies. L'année 2017 s'inscrit dans ce projet avec la mise en œuvre d'une nouvelle étude : « **De l'intérêt du vivre ensemble par les ACM. Expériences et compétences acquises selon les jeunes et leurs parents** ». A travers l'expérience de jeunes inscrits dans un accueil de loisirs, un mini-camp ou une colonie de vacances et de la perception de leurs parents, l'étude de l'OVLEJ a comme double objectif :

- De comprendre l'expérience du vivre ensemble,
- D'identifier les « habiletés sociales et de comportement » acquises ou développées par les jeunes durant leurs expériences de vie collective.

Mise en œuvre de l'étude

Le travail sur la nouvelle étude de l'OVLEJ s'est structuré tout au long de l'année autour de différentes dimensions :

- La recherche de financements externes,
- La sélection d'une agence d'études,
- La mise en place d'un comité de pilotage,
- La réalisation d'une phase exploratoire,
- L'accompagnement et le suivi de l'agence lors de la réalisation de l'étude.

Afin de pouvoir financer cette nouvelle étude, organisateurs du secteur et partenaires ont été sollicités par l'OVLEJ en début d'année. Ce projet est ainsi réalisé avec le soutien financier de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), d'Odcvl, du CCE Veolia, de Temps Jeunes, du CCUES Orange, de la Fédération Générale des PEP, de La Ligue de l'Enseignement, de Vacances Voyages Loisirs, des Ceméa et de Wakanga, ainsi que des partenaires de l'OVLEJ : la JPA et l'UNAT.

Début février, une consultation a été lancée par l'Observatoire, dans l'objectif de sélectionner un prestataire en mesure de réaliser l'étude attendue. Trois agences ont ainsi été rencontrées au mois d'avril. Le choix final s'est porté sur l'agence d'études sociologiques n-clique, proposant une méthodologie centrée sur la réalisation de monographies.

En parallèle de la consultation, une phase exploratoire a été réalisée par la chargée de mission de l'OVLEJ. Durant les vacances de printemps, celle-ci s'est déplacée au sein de deux structures, permettant ainsi de s'immerger dans deux colonies de vacances et un accueil de loisirs. Cette phase exploratoire a permis de tester la méthodologie de l'enquête qualitative et de saisir les difficultés auxquelles l'agence d'études pourrait être confronté (et donc la mise en place d'un accompagnement adapté). D'autre part, cette phase exploratoire a permis de comprendre en quoi la méthodologie qualitative était plus adaptée, pour mener ce projet, qu'une méthode quantitative.

Dès le mois de mai, le travail avec l'agence d'études n-clique a débuté, permettant ainsi la réalisation d'un terrain monographique durant l'été. Dix structures (centres de loisirs, mini-camps, colonies et camps scouts) volontaires pour accueillir deux chercheurs durant 3 jours ont été sélectionnées pour

participer à l'enquête. Durant l'été, les chercheurs de l'agence n-clique se sont ainsi déplacés au sein de ces dix accueils collectifs pour rencontrer les enfants/adolescents et les équipes pédagogiques. L'approche méthodologique choisie a permis de mêler différents « outils d'enquêtes » : observation, entretiens individuels ou collectifs, ateliers avec les jeunes, discussion informelles. Suite à ce terrain, quinze entretiens téléphoniques ont été réalisés auprès des parents d'enfants/adolescents rencontrés durant l'été. Ces différents « matériaux » récoltés entre les mois de juillet et d'octobre permettront la rédaction d'un rapport intermédiaire (diffusion interne) qui sera présenté au mois de janvier 2018 aux membres du comité de pilotage.

Le comité de pilotage de l'étude, en charge du suivi de cette étude, est composé de 12 personnes : membres du CA de l'OVLEJ, partenaires institutionnels (DJEPVA et CNAF) et organisateurs de séjours collectifs ou d'accueils de loisirs. Deux réunions ont été organisées sur l'année 2017 :

- le 24 mai pour présenter le projet, la phase exploratoire et lancer la phase de travail avec l'agence d'études n-clique ;
- le 25 septembre pour faire un premier point sur la réalisation du terrain monographique durant l'été.

L'analyse et la rédaction du rapport final se poursuivent sur l'année 2018.

Un travail avec des étudiants

Dans la continuité de ce projet et pour enrichir l'étude de l'OVLEJ, une nouvelle action sur le vivre ensemble a débuté en octobre 2017, dans le cadre d'un projet tuteuré universitaire. Quatre étudiants en licence professionnelle « Coordination de projets de développement social et culturel », à l'IUT de Bordeaux Montaigne, ont répondu à une proposition de l'Observatoire pour travailler sur une étude portant sur la perception du vivre ensemble par les équipes pédagogiques travaillant au sein des ACM. Cette étude régionale est de nature qualitative : plusieurs entretiens ont été menés avec des directeurs et animateurs travaillant en accueils de loisirs et/ou en séjours collectifs. Si le terrain a été mené sur la fin de l'année 2017, les résultats ne seront présentés que sur le premier semestre 2018, le projet étant en effet réalisé sur l'année scolaire de ces étudiants.

Diffusion de connaissances : Bulletin et revue de presse

L'axe 3 du projet stratégique porte sur la diffusion des connaissances sur les vacances et les loisirs des enfants et des jeunes en accueil collectif de mineurs. Plusieurs actions sont ainsi définies dans le cadre du programme de travail quadriennal. Parmi elles, l'édition de publications sur les études de l'OVLEJ et la production d'une revue de presse sur l'actualité du secteur des ACM. Ces deux actions font l'objet d'une diffusion via la lettre d'information de l'OVLEJ et les documents produits sont mis en ligne sur le site Internet de l'Observatoire (www.ovlej.fr).

Suite à la réalisation de la phase exploratoire sur l'étude biennale portant sur la thématique du vivre ensemble, un premier Bulletin a été publié au mois de juin 2017. Le Bulletin 47 « *L'expérience du vivre ensemble selon les jeunes fréquentant les accueils collectifs de mineurs* » présente les premiers résultats issus du travail exploratoire réalisé au printemps. Trois dimensions sont ainsi traduites dans ce document : la relation aux autres et les règles de vie, la parole des enfants, le débat « plaisir VS apprentissage ». Au travers de ces premiers résultats, divers enjeux des accueils collectifs de mineurs apparaissent déjà : la « rupture », la découverte, la rencontre, le « faire ensemble » et l'apprentissage de la vie en communauté. Les prochains Bulletins, qui seront publiés sur l'année 2018, permettront de présenter des résultats approfondis, issus cette fois de l'enquête réalisée sur le second semestre 2017.

Fin 2016, une première revue de presse avait été proposée par l'OVLEJ aux acteurs du secteur. En 2017, c'est six revues de presse qui ont été diffusées, de manière régulière, sur l'ensemble de l'année. Celles-ci proposent une sélection d'articles de la presse quotidienne et hebdomadaire sur le secteur des accueils collectifs de mineurs. Si les références aux études et recherches sur le secteur étaient, sur le premier semestre 2017, intégrées à cette revue de presse, une lettre numérique dédiée spécifiquement à ces productions verra le jour en 2018, permettant ainsi de répondre à une des actions définie dans l'axe 2 du nouveau projet stratégique de l'OVLEJ.

En termes de diffusion, un changement a été opéré à partir du mois de juin, avec l'utilisation d'un nouvel outil. Celui-ci permet la création et la diffusion de newsletters, ainsi que le suivi statistique des taux d'ouverture. En 2017, dix mails d'information ont été diffusés par l'OVLEJ, dont quatre sous la forme de newsletters, réalisées avec le nouvel outil.

Objet	Date d'envoi	Nombre de destinataires	Nombre et % de newsletters ouvertes	Nombre et % de clics
Bulletin n°47	28/06/17	477	160 34,5 %	44 9,5 %
Revue de presse juin/juillet	08/08/17	470	139 30,0 %	61 13,2 %
Revue de presse août	13/09/17	466	141 30,7 %	67 14,6 %
Revue de presse septembre/octobre	09/11/17	460	145 31,7 %	62 13,5 %

Travail sur un ouvrage

Le projet d'ouvrage « *Les vacances et loisirs des enfants et des jeunes : 20 ans d'observation des pratiques et des acteurs* », débuté en 2016 et inscrit dans le nouveau projet stratégique au sein du troisième axe, s'est poursuivi sur l'année 2017.

Cet ouvrage répond à un double objectif : proposer un outil au service des acteurs du secteur permettant d'alimenter un plaidoyer politique sur les accueils collectifs de mineurs, et faire connaître l'ensemble des travaux de l'Observatoire. Cet ouvrage permettra donc de valoriser l'OVLEJ et ses études.

L'ouvrage doit rassembler et interroger les travaux réalisés par l'OVLEJ depuis sa création. Bien plus qu'une simple compilation des analyses conduites par l'Observatoire, l'ouvrage s'appuie également sur des études réalisées par des acteurs investis dans l'univers des vacances et des loisirs des jeunes et permettra de mettre en perspective l'ensemble de ces travaux au regard de l'actualité des accueils collectifs de mineurs. A la fin de l'année 2017, cinq des six chapitres thématiques attendus étaient rédigés. En 2018, le travail sur le contenu se centrera sur l'apport de courts textes rédigés par des acteurs du terrain, permettant ainsi d'enrichir les analyses de l'OVLEJ.

Concernant la forme de l'ouvrage, plusieurs pistes de travail ont été envisagées par le comité éditorial (composé de deux des membres du conseil d'administration et de la chargée de mission) et proposés lors des réunions du conseil d'administration. Un premier travail de maquettage a été confié à des étudiants en licence professionnelle édition, à l'IUT de Bordeaux. En parallèle de ce travail réalisé dans le cadre d'un projet tuteuré, divers professionnels ont été contactés et rencontrés (éditeurs, graphistes, illustrateurs,...) afin de pouvoir faire des choix sur l'année 2018, tant en termes de pertinence par rapport à l'ouvrage attendu qu'en termes budgétaire.

Le travail sur ce projet se poursuivra donc en 2018, l'ouvrage devant être publié et mis en vente en fin d'année.

Interventions ponctuelles et représentations

Comme chaque année, l'OVLEJ a été sollicité par des organisateurs d'accueils de loisirs et/ou de séjours collectifs pour intervenir au sein d'événements territoriaux ou nationaux. Au-delà de ces interventions ponctuelles (détaillées ci-dessous), la chargée de mission de l'OVLEJ a également représenté l'Observatoire au sein de la Commission vacances enfants-ados de l'UNAT, ainsi qu'au sein du Copil de l'étude sur l'impact des ACM, pilotée par la JPA.

10 avril 2017 : Intervention de la chargée de mission de l'OVLEJ, Natacha Ducatez, lors d'un colloque professionnel organisé par La Ligue 38. Divers professionnels du secteur et partenaires (municipalités, CE) ont assisté à la présentation de l'OVLEJ « Les départs en colonies : entre attentes et pratiques ».

COLLOQUE PROFESSIONNEL
LUNDI 10 AVRIL 2017, CENTRE DE JEUNESSE
ROUTE DE LA SURE - AUTRANS

14H : EXPOSÉ

Natacha DUCATEZ, Observatoire des Vacances et des Loisirs pour les Enfants et les Jeunes (OVLEJ)

Les départs en colonies : entre attentes et pratiques
 Depuis plusieurs années, des évolutions s'observent dans le secteur des colonies de vacances. L'OVLEJ cherche à les comprendre : Pourquoi choisit-on de faire partir son enfant en colonie ? Quelles sont les attentes des parents et comment les jeunes vivent-ils ces expériences de vie collective ?
 Présentation et échanges.

30 juin 2017 : Intervention de la chargée de mission de l'OVLEJ lors d'une rencontre organisée par la municipalité de Saint-Denis. Une trentaine de personnes travaillant pour différents services de la mairie, en lien avec l'enfance et la jeunesse, ont assisté à la présentation « Les évolutions des loisirs et des vacances collectifs ».

Les évolutions des loisirs et des vacances : quelles réponses ? Comment adapter notre offre pour les Dionysiens ?

Rencontre avec Natacha Ducatez,
 chargée de mission à L'Observatoire des vacances et des loisirs,
 des enfants et des jeunes (L'OVLEJ)

Intervention suivie d'un débat avec la salle.
 Organisé par la direction de l'enfance.

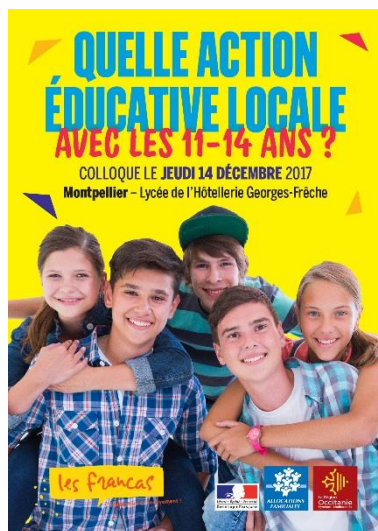
Vendredi 30 juin 2017 à partir de 14h
 Bourse du travail , 9-11 rue Génin

Entrée libre

4 octobre 2017 : Intervention de la chargée de mission de l'OVLEJ dans le cadre des Rencontres Nationales Vacances de La Ligue de l'enseignement. L'OVLEJ est intervenu dans un des ateliers, pour présenter la méthodologie et les premiers résultats de l'étude sur le vivre ensemble, en cours de réalisation. Une vingtaine de professionnels du secteur ont assisté à cet atelier.



14 décembre 2017 : Intervention (filmée en amont) de la chargée de mission de l'OVLEJ lors d'un colloque professionnel organisé par Les Francas. Dans le cadre du colloque « Quelle action éducative locale avec les 11-14 ans ? », la présentation de l'OVLEJ a principalement porté sur l'expérience des adolescents ayant fréquenté les ACM.



Vie associative

Le bureau s'est réuni à deux reprises et cinq réunions du conseil d'administration ont été menées.

Réunions du bureau	Réunions du CA
	3 février 2017
	7 avril 2017
16 juin 2017	16 juin 2017
	5 octobre 2017
16 novembre 2017	7 décembre 2017

L'assemblée générale s'est tenue à Paris le 7 avril. Suite au départ d'un des membres du conseil d'administration, l'AG a permis de valider l'entrée d'un nouveau membre : l'organisation Temps Jeunes, en tant que représentant de l'UNAT.

En décembre 2017, le conseil d'administration de l'OVLEJ est composé des partenaires suivants :

Représentants de la JPA

Agnès Bathiany	FG PEP	
Jean-Baptiste Clérico	Ceméa	
Jean Challa	Aroeven	Secrétaire Général
Luc Greffier	PQ	Président
Xavier Hernandez	UCPA	
Yann Renault	Francas	Vice-Président

Représentants de l'UNAT

Jean-Claude Bissardon	Temps Jeunes	
Bruno Colin	Odcvl	Vice-Président
Jean-Karl Deschamps	La Ligue	
Louise Fénelon	Vvl	Trésorière Générale
Nicolas Gruau	Wakanga	
Bernard Helle	Ufcv	

L'Ovlej dans les médias en 2017

Les travaux de l'Ovlej ont été repris dans les médias (papier et web) listés ci-dessous. Le contenu des articles est disponible dans les Annexes.

16 février 2017 – Presse papier

« *La 72^e campagne de « JPA » vient d'être lancée* », Le Pays Roannais.

Dans un article sur le lancement de la campagne de solidarité de la JPA, l'OVLEJ est cité en référence à son étude qui estime le nombre d'enfants qui ne partent pas en vacances.

17 février 2017 – Web

Le site www.injep.fr publie dans sa veille d'actualité jeunesse une information sur « *Centres de loisirs, mini-camps, colos : quand les parents et les adolescents font le choix...* » suite à l'information concernant la parution, en décembre 2016, de l'étude de l'OVLEJ dans la collection Dossier d'étude de la CNAF.

2 mai 2017 – Presse papier

« *Colonies de vacances, la fin de l'âge d'or* », article de Christine Leroy, Sciences Humaines n°293 – Juin 2017 (Article issu du numéro papier et mis en ligne sur le site Internet du média).

Dans un article sur les colonies de vacances, l'étude « *Centres de loisirs, mini-camps, colos : quand les parents et les adolescents font le choix du collectif* » est citée dans la bibliographie.

11 juillet 2017 – Web

« *Discount ou bling bling : #payetacolo !* », Le journal des activités sociales de l'énergie.

Dans un article sur les colonies de vacances, l'OVLEJ est cité en référence à ses études sur les taux de départ en vacances selon les catégories socio-professionnelles des familles.

23 juillet 2017 – Presse papier

« *Ces grands enfants qui ne nous lâchent plus* », Version Fémina, n°799, semaine du 24 au 30 juillet 2017 (supplément de La Dépêche du dimanche du 23 juillet 2017).

Au sein d'un article sur les jeunes quittant le domicile familial à un âge de plus en plus tardif, la question des vacances en famille est abordée. L'OVLEJ y est cité au travers du taux de non-départ en vacances « entre copains ».

25 août 2017 – Emission de radio

Du grain à moudre l'été – France culture.

L'animatrice de l'émission quotidienne Du grain à moudre a animé une discussion sur les colonies de vacances, en interrogeant quatre intervenants : Jean-Karl Deschamps pour La Ligue de l'enseignement et la JPA, Mathias Lamarque pour le Ministère de l'Education nationale, Isabelle Monforte pour la FG

PEP et Jean-Marie Bataille, enseignant et chercheur en animation socio-culturelle. L'OVLEJ et ses études ont été cités au cours de l'émission.

24 novembre 2017 – Web

« Centres de loisirs : quelle place pour le livre et la lecture auprès des enfants ? », Actuallitte.

Suite à la publication du rapport d'étude « Mais que se passe-t-il autour du livre de jeunesse en centre de loisirs ? », un article en présente les principaux résultats. L'OVLEJ y est cité en introduction, sur le nombre d'enfants accueillis en accueils de loisirs.

Annexes

Presse

Février 2017 – Presse papier

Article paru dans l'hebdomadaire Le Pays Roannais, en couverture locale, le 16 février 2017.

La 72e campagne de « JPA » vient d'être lancée

O

ffrir une belle parenthèse aux enfants

C'est sous les ors de la République, à la mairie de Roanne, que la campagne de solidarité de « Jeunesse au plein air 2017 » a été lancée, ce mardi 14 février, en présence d'élus, des présidents du comité de la JPA Loire et d'écoliers de Mâtel.

Née au lendemain de la seconde guerre mondiale, cette campagne avait comme objectif de permettre à des enfants qui avaient souffert des privations générées par le conflit de se refaire une santé. 70 ans plus tard, elle n'a malheureusement pas perdu de son intérêt.

Selon une étude de l'observatoire sur les vacances des enfants et des jeunes, il s'avère que trois millions d'enfants scolarisés ne partent pas en vacances. Yvan Serpouey, président d'honneur du comité départemental de la JPA et administrateur national, souligne qu'« en 2017, à l'heure où la France, traumatisée par les événements dramatiques, s'interroge sur son modèle social, la campagne de solidarité et de citoyenneté de la JPA trouve toute sa place. Organisée dans les établissements scolaires, cette campagne est un moyen de réfléchir ensemble sur les droits des enfants, d'agir contre les injustices sociales et de s'engager pour une plus grande mixité sociale et culturelle. ». En 2016, cette action a permis à près de 30.000 jeunes de partir en vacances ou en classes de découverte au plan national.

22.850 € dans la Loire

Les fonds récoltés dans la Loire sont utilisés pour les enfants du département. Le montant collecté en 2016 dans la Loire s'élève à 6.865 €. Le montant distribué se monte, lui, à 22.850 € grâce aux fonds nationaux, permettant le financement de 2.865 journées de vacances sous forme de bourses. 21 enfants porteurs de handicap ont ainsi pu partir en séjours collectifs de vacances. 100 « journées entourées » pour les classes de découverte ont également pu être organisées grâce au partenariat avec l'Agence nationale pour les chèques-vacances.

Février 2017 – Web

Actualité publiée sur le site www.injep.fr, le 17 février 2017.



Mai 2017 – Presse papier

Article paru dans le Sciences Humaines n°293 – Juin 2017



Colonies de vacances, la fin de l'âge d'or

Christine Leroy

Autrefois perçues comme un creuset de mixité, les colonies de vacances se spécialisent et visent des publics ciblés selon l'âge, le genre et le milieu social.

« *Merci maman, merci papa !* », se sont exclamées des générations d'enfants en rentrant des jolies colonies de vacances. L'enthousiasme est nettement retombé depuis une vingtaine d'années, la fréquentation aussi et avec elle le brassage social. Comment expliquer cette désaffection ?

Un sondage de l'Ifop pour la Jeunesse en plein air montre pourtant que les Français ont globalement une bonne opinion des colonies de vacances, surtout ceux qui en ont fait l'expérience lorsqu'ils étaient jeunes (83 %) ou qui, en tant que parents, y ont envoyé leurs enfants (85 %). Atout majeur : elles laissent des souvenirs impérissables (90 %) et permettent à des jeunes de différents milieux sociaux de vivre ensemble au quotidien (85 %). Plus généralement, c'est le lien social qui est mis en avant (vie en collectivité, socialisation et épanouissement auprès des autres enfants, autonomie) plutôt que les activités proposées.

L'augmentation du coût

Malgré leurs vertus socialisatrices, les colos sont pourtant désertées : 4 millions d'enfants et de jeunes partaient dans les années 1960 ; en 2015, ils ne sont plus que 1,3 million (soit 7 % des 5 à 19 ans) et la courbe de désaffection est croissante. En cause selon les parents, le coût financier du séjour et le manque de confiance dans le personnel. Les réticences à laisser partir son enfant sont fortes quand on doute du personnel encadrant (57 % des parents interrogés). La médiatisation inévitable des rares accidents accroît cette méfiance.

Cela dit, le coût à la charge des familles a effectivement augmenté, notamment parce que les aides sociales se sont réduites. Le coût d'une semaine de colonie varie de 400 à 600 euros en moyenne, jusqu'à 1 500 euros pour les plus chères dans le privé. Depuis le début des années 2000, les politiques publiques d'aide aux familles ont toutes baissé : les caf d'abord, les communes et même les comités

d'entreprise. Évidemment, ce sont les familles des classes moyennes qui sont particulièrement touchées : les enfants qui peuvent partir en colo sont issus des classes sociales modestes (ceux dont les parents bénéficient d'aides et payent peu), ou des classes favorisées (ceux dont les revenus de la famille permettent la prise en charge totale du coût).

Enfin, une recherche du CNRS le souligne, les lieux d'accueil, qu'ils soient des propriétés d'origine privée (entreprises, églises) ou publique (associations laïques, communes) disparaissent inexorablement, en raison de la lourde charge financière qu'ils induisent, notamment pour l'entretien et la mise aux normes (sécurité, hygiène, règles alimentaires, accès handicap...). Il ne reste ainsi qu'un tiers du patrimoine des bâtiments en fonction en Loire-Atlantique, en Vendée ou dans les Alpes-Maritimes.

Des colos généralistes aux séjours à thèmes

Dans ce contexte de désaffection, la concurrence s'est accrue et les structures organisatrices (publiques et privées) ont développé des stratégies commerciales offensives, basées sur la segmentation de leurs publics, les catalogues et sites Internet et les campagnes de communication. Leur offre cible principalement les familles aisées, friandes de loisirs spécialisés, et/ou les familles soutenues financièrement. Depuis les années 1980, on assiste à la disparition progressive des colonies généralistes, au profit de séjours thématiques sportifs, scientifiques, linguistiques ou culturels (équitation, rafting, surf, danse, astronomie, anglais, théâtre, orchestre, échecs, etc.), proposant des activités à haute valeur ajoutée et donc au coût plus élevé... répercuté sur le prix de l'inscription. Les séjours sont en général plus courts (une semaine contre deux à quatre pour les colos généralistes) et offrent des conditions d'accueil, d'encadrement et de sécurité souvent supérieures à ce qui existait.

On estime à 42 500 le nombre de séjours proposés en 2015 ; 80 % se sont déroulés en France (Haute-Savoie, Vendée et Landes étant les destinations privilégiées), 20 % à l'étranger (Grande-Bretagne en tête, suivie de l'Espagne, des États-Unis et de l'Italie). La spécialisation des séjours s'affirme et concerne les deux tiers d'entre eux, avec une nette dominance des séjours sportifs (43 %) sur les thématiques « nature et environnement » (8 %), « découverte et patrimoine » (6 %) et « art et culture » (5 %).

Une mixité sociale en berne

Les colonies à l'ancienne mélangeaient les enfants d'origines diverses. La spécialisation des séjours installe en revanche la séparation : entre tranches d'âge, entre garçons et filles, entre enfants d'origine modeste et favorisée, entre territoires (centre-ville ou banlieue par exemple).

Selon les chercheurs du CNRS, les politiques publiques accentuent ce phénomène. Leur étude montre qu'en banlieue, les municipalités, en orientant explicitement les séjours et activités proposés vers la prévention de la délinquance, s'adressent de fait à un public très ciblé : les jeunes garçons des cités. Rap, hip-hop, boxe, graff, BMX deviennent alors leur chasse gardée et excluent les autres, les filles notamment.

Quand bien même on laisse le secteur privé développer son offre de séjours et qu'on subventionne l'accueil de publics dits prioritaires (c'est la tendance actuelle), le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. En effet, accueillir un petit nombre de jeunes lors d'un séjour dont le thème leur est peu

familier, voire étranger, aurait des effets pervers : difficultés d'intégration, isolement et exclusion seraient le lot de ces jeunes en manque de familiarité et de compétences pour les activités proposées, alors que les autres auraient choisi le séjour pour progresser dans un domaine qu'ils connaissent déjà ou dont ils sont experts.

Baisse de la fréquentation, diminution de la durée des séjours et recul du brassage social, autant d'éléments qui invitent à réfléchir à l'heure où les questions du vivre-ensemble sont si sensibles. Et quand 3 millions d'enfants ne partent pas en vacances du tout, n'est-il pas urgent de réinventer les colos ?

Renaud Foirien, « Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement en 2013 », *Stat-Info*, n° 15-02, mai 2015.

Ovlej, « Centres de loisirs, minicamps, colos : quand les parents et les adolescents font le choix du collectif », dossier d'étude n° 187, décembre 2016.

Magalie Bacou et al., « Des séparations aux rencontres en camps et colos », rapport d'évaluation du dispositif #GénérationCampColo, avril 2016.

Magalie Bacou et Yves Raibaud, « Les jolies colonies de vacances, c'est fini ? », *CNRS Le Journal*, juillet 2016.

Ifop, « Les Français et les colonies de vacances », sondage pour la Jeunesse en plein air, Mai 2016.

Juillet 2017 – Presse Web

Article paru dans Le journal des activités sociales de l'énergie, <https://communication-ccas.fr>, le 11 juillet 2017.

Discount ou bling-bling : #payetacolo !

[Tiffany Princep 11 juillet 2017](#) [Société, Vacances, A la Une, Colos, éducation populaire](#)



Baisse de la fréquentation, diminution de la durée des séjours et recul du brassage social: le diagnostic porté sur l'état des colonies de vacances en France inquiète les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Elles en appellent à un soutien de l'État, sans lequel nos chères colos risquent de disparaître... définitivement !

Montrouge, en région parisienne, mercredi 3 mai 2017. « Il est 6 h 45, raconte [leparisien.fr](#), et une trentaine de personnes font déjà la queue devant l'entrée du centre administratif... qui n'ouvre pourtant que deux heures plus tard. Mais c'est aujourd'hui que s'ouvrent les inscriptions pour les colonies de vacances proposées par la ville. » Places limitées, tarifs socialisés : tous les ingrédients sont réunis pour la course à l'inscription. Par coupon-réponse sur catalogue, panier virtuel sur Internet ou même [tirage au sort](#), l'inscription en colo n'est pas le seul domaine à connaître des bouleversements. Leurs prix toujours plus élevés (autour de 500 euros la semaine en moyenne), une durée du séjour écourtée (9 jours, contre 1 mois de vacances au milieu des années 1950), de nouvelles destinations et activités parfois ultra-spécialisées venant concurrencer les traditionnelles colos généralistes... et, surtout, le nombre d'enfants à en bénéficier qui chute d'année en année.

Une époque révolue

1,3 million de départs : c'est moins que le public de 'Nos jours heureux' (2006), film culte dépeignant un âge d'or – ou la pire colo, c'est selon – apparemment révolu. Et c'est deux fois moins que les enfants ne partant pas du tout en vacances. Depuis le milieu des années 1990, où 12% des enfants en âge

scolaire connaissent encore la colo, le taux de départ en colonies des 5-19 ans a été divisé par deux. D'après les études conduites par [l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes \(Ovlej\)](#) ces dix dernières années, c'est la classe moyenne qui est la plus durement frappée par le principal frein au départ : le prix, encore abordable pour les familles aisées, et compensé par les aides directes et financements sociaux pour les familles précaires, qui ont même vu leur taux de départ augmenter.

Une conjonction de facteurs explique la hausse du prix des séjours. L'entretien du parc immobilier et la remise aux normes de sécurité de bâtiments datant parfois de la fin de la Deuxième Guerre mondiale augmentent aussi mécaniquement les investissements nécessaires. Une situation dénoncée par la fédération d'associations Jeunesse au plein air ([JPA](#)), qui pointe « les difficultés d'accès pour les accueils collectifs de mineurs au fonds Tourisme social investissement [abondé par la Caisse des dépôts pour la rénovation des centres de vacances et de loisirs du tourisme social, NDLR], corrélées à une diminution des contributions des pouvoirs publics ».



Colo 12-14 ans : Cultures urbaines à La Rochelle en avril 2017 ©Pierre Charriau/CCAS

« Innovantes »... et onéreuses

Deuxième élément : une marchandisation accrue du contenu des colos. Autrefois destinées à faire prendre « le grand air » de la montagne ou de la mer, les colos du XXI^e siècle regorgent d'activités payantes, quand elles ne sont pas directement des stages de perfectionnement sportif, d'apprentissage d'une langue étrangère, voire de la conduite ([2 600 euros chez Telligo](#)). Pensées comme un produit marketing, vendues par des sociétés commerciales à but lucratif – minoritaires, mais en constante augmentation dans le secteur –, consommées comme des loisirs spécialisés, les colos d'aujourd'hui perdraient-elles de vue leur objectif premier, la socialisation et la mixité sociale ?

C'est le constat d'un rapport commandé, puis refusé par le ministère de la Jeunesse du gouvernement Valls en 2016, mené par des chercheurs de multiples horizons disciplinaires. « La tentation actuelle de l'État gestionnaire (...) serait plutôt de laisser le secteur privé développer l'offre de vacances et de n'y subventionner que l'accueil des publics dits prioritaires », analyse la sociologue Magalie Bacou, coauteure du rapport, [dans un billet du journal du CNRS](#). « Il y a une rupture claire entre ceux qui pensent que les colos relèvent des politiques publiques, et ceux qui pensent que l'avenir, c'est le marché », tranche Jean-Michel Bocquet, pédagogue et également coauteur du rapport.

Doit-on déplorer la fin d'un âge d'or, ou s'agit-il de redorer l'image des colos ? Depuis 2015, l'État a choisi, en lançant trois campagnes de promotion, et plusieurs appels à projets pour financer des colos « innovantes ». Innover, oui, mais en quoi ? « Les pouvoirs publics perçoivent l'innovation au plan économique », analyse Florian Marcon, responsable de la valorisation des colos à la JPA. « Mais l'éducation populaire est un secteur qui innove depuis très longtemps au plan pédagogique, car c'est là l'enjeu. »

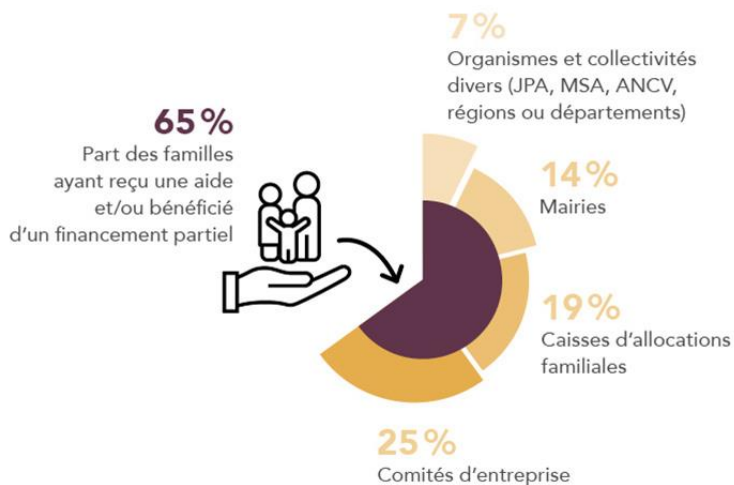
Le 21 juillet prochain, un plaidoyer proposant des mesures concrètes de soutien public aux accueils et vacances des jeunes, dont la CCAS est signataire, sera diffusé par la JPA aux députés de la nouvelle Assemblée nationale. Objectif de cette campagne intitulée « [Aux colos citoyens](#) » : leur remettre au cours d'une visite dans une colonie de vacances, à laquelle ils et elles seront conviés. À l'heure où plusieurs associations dénoncent l'absence d'un ministère de la Jeunesse au gouvernement d'Édouard Philippe, qualifiant la jeunesse de « [grande oubliée du quinquennat](#) », l'enjeu éducatif et émancipateur des vacances reste plus que jamais d'actualité.

Les colos en chiffres

/ UN SECTEUR ESSENTIELLEMENT ASSOCIATIF



/ DES VACANCES MAJORITAIREMENT FINANÇÉES GRÂCE AUX AIDES



/ DES CHIFFRES CLÉS

42 000
séjours organisés



9
jours
en moyenne

1,3 M
de jeunes partent
chaque année
(7,5% des jeunes)



3 M
de jeunes
ne partent jamais
(25% des jeunes)

500€/7J
en moyenne pour
un séjour en France,
transports inclus



211€/11J
en moyenne à la CCAS
(selon coeff. social
et âge)

Sources : « Les colos aujourd'hui », 2015-2016, Unat. Rapport parlementaire sur l'accessibilité des jeunes aux séjours collectifs et de loisirs, 2013. Conditions générales des séjours jeunes été 2017.

Juillet 2017 – Presse papier

Article paru dans Version Fémina, n°799, semaine du 24 au 30 juillet 2017 (supplément de La Dépêche du dimanche du 23 juillet 2017).

Psycho

CES GRANDS ENFANTS qui ne nous lâchent plus

A 20 ans et plus, ils ont du mal à nous quitter, et c'est encore plus vrai pendant les vacances. Et si on y était pour quelque chose ?

C'est le monde à l'envers, grince Helen, 55 ans. Impossible de se débarrasser de nos grands enfants ! » Il y en a toujours un, Henry, 22 ans, ou Neda, 20 ans, pour « scotcher » les parents sur leur lieu de vacances. « Bien sûr, d'un côté, on est contents, mais on rêverait plutôt de s'offrir un beau voyage en couple. Partir avec nos deux enfants adultes, même en restant en France, c'est un sacré budget !, commente Helen. Mais on se demande aussi quel avenir se dessine pour eux, qui sont un peu trop grands pour rester collés à papa-maman. » D'autant que les chiffres le confirment : il est de plus en plus fréquent pour un jeune après 17 ans de passer ses vacances avec ses parents, 50 % d'entre eux ne partent même jamais entre copains ! Mais est-ce si inquiétant ?

On est tellement cool...

Isabelle Monforte, psychosociologue à l'OVLEJ, y voit une première raison très pragmatique : « La crise, dit-elle. Beaucoup de jeunes partent en famille par obligation économique. » Voire par facilité. « Mes parents me proposent des trucs super-stylés que je ne pourrais jamais m'offrir et ils acceptent même d'emmener ma copine, explique Antoine, 22 ans. Je ne vois pas pourquoi je refuserais. Entre trois semaines à Bali et une semaine dans un studio sur la Côte, il n'y a pas photo ! » Non seulement Antoine a des parents qui ont les moyens, mais ils sont aussi « super cool »... Voilà une autre raison de taille. « On rêve d'indépendance et de transgression avec des parents inflexibles, fait remarquer le pédopsychiatre Olivier Revol¹. La nouvelle génération aspire d'autant aux vacances familiales que les adultes sont plus souples et compréhensifs. Certains jeunes apprécient en particulier de passer du temps avec leurs parents parce qu'ils partagent avec eux de multiples centres d'intérêt, estime le pédopsychiatre. Les jeunes et les adultes communiquent désormais sur de nombreux sujets : musique,



cinéma, voyage, travail, épanouissement personnel. De leur côté, **les adultes sont fascinés par cette génération avec qui s'opère un échange de bons procédés**», poursuit le spécialiste. Souvent meilleurs en langues étrangères, les jeunes leur servent d'interprètes, les guident en utilisant avec agilité leurs applis (GPS ou autres) ou leur téléchargent des films pour la soirée... Helen raconte : « Depuis deux ans, où qu'on aille, Henry se déplace avec son ordinateur portable et un rétroprojecteur

qui, avec un simple drap blanc, lui permet de nous installer un home cinéma sous les étoiles, c'est magique ! »

Ils sont plus matures

Parfois agaçants durant l'année, ces « vieux » ados se transforment donc en partenaires très agréables, un statut auquel ils peuvent tenir à un point tel que certains n'envisagent pas de partir sans leurs parents. Par exemple Matéo, 22 ans, se sent décalé, incompris, et même malheureux au

Kikovic/Stockphoto/Getty Images

milieu de ses semblables alors qu'il est très à l'aise avec les adultes. « L'été dernier, pour changer, mes parents m'ont poussé à m'inscrire à l'UCPA. Quand j'ai débarqué dans le stage de surf, j'ai eu l'impression d'être un extraterrestre. Pour s'intégrer, il faut fumer, aimer boire et faire la fête, draguer des filles en mode "gros lourd". Tout ce que je déteste, déplore-t-il. Moi, j'adore lire et parler politique... C'est la dernière fois que mes parents me forcent la main ! » Un témoignage qui ne surprend pas Olivier Revol, spécialisé dans l'accompagnement des enfants précoces. « De manière générale, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, on peut dire que les jeunes d'aujourd'hui sont souvent plus matures, plus éveillés sur le monde qui les entoure. **Et pour s'éloigner de leurs parents alors que rien ne les y pousse, ils doivent être bien accueillis par leurs pairs**, trouver des bénéfiques à les fréquenter. » Louna, 22 ans, s'est longtemps sentie mal à l'aise avec certains jeunes de son âge : « Au lycée, on me traitait d'intello ! Je préférerais vraiment la compagnie de mes parents et de leurs amis. Mais plus ça va, plus je rencontre aujourd'hui des jeunes avec qui partager mes centres d'intérêt. » Ce n'est parfois qu'une question de temps...

Trop angoissés pour nous lâcher ?

C'est plus délicat avec les jeunes qui recherchent la sécurité et la stabilité qu'ils n'ont pas éprouvées dans leur environnement social, voire dans leur histoire familiale (conflits, divorce difficile...). « Toute séparation réactive alors l'angoisse d'abandon », souligne Olivier Revol. Mais plus préoccupant sera le cas des vingtenaires qui ont connu, petits, un attachement insécurisant, quand par exemple le parent était indisponible, imprévisible ou incohérent. Il s'agit souvent d'enfants dits « parentalisés ». « Ceux-ci font "tampon" entre le couple qui se déchire ou se sentent dans l'obligation d'aider un de leur parent en grande fragilité. Ils les surveillent : "arrête de boire", "viens te coucher", "cela te ferait du bien de te baigner", décrit le psychanalyste Philippe Hofman⁴. Ils ne s'autoriseront jamais à prendre des vacances loin de ce parent qui va mal. Pourtant ce combat est perdu d'avance, insiste-t-il. Non seulement le jeune s'épuise à vouloir sauver son père ou sa mère contre son gré mais, surtout, pour devenir

adulte, il doit renoncer à tenter de maîtriser les désirs de ses parents, à sa toute-puissance infantile. » Emma, célibataire, 34 ans, l'a compris à ses dépens. « Après son divorce, ma mère n'a jamais pu refaire sa vie, raconte la jeune femme. Chaque été, pendant des années, nous sommes parties "entre filles". Nous étions devenues très fusionnelles. Sans m'en rendre compte, j'étais en miroir avec elle. Avec le recul, je réalise que cela m'a empêchée de vivre ma vie. Je ne voulais pas la mettre en difficulté. » D'un côté, des jeunes adultes trop angoissés pour lâcher leurs parents ; de

« Par exemple, certains pères ou certaines mères n'hésitent pas à laisser leur nouveau conjoint à la maison deux semaines par an pour mieux "profiter" de leurs grands enfants nés d'une première union, comme s'ils essayaient, au fond, de faire perdurer quelque chose de leur ancienne vie », illustre le psychologue. Or, le risque de déception est grand, même lorsque le jeune n'envisage pas d'autres vacances que cette parenthèse enchantée... où le parent s'est plié en quatre pour lui plaire. C'est ce qui est arrivé à Véronique. Pendant tous les préparatifs, elle se réjouissait

Certains jeunes apprécient de passer du temps avec leurs parents parce qu'ils partagent des centres d'intérêt.

l'autre, **des adultes eux-mêmes trop fragiles pour laisser leur progéniture s'échapper**. Pour Olivier Revol, il convient de le rappeler : « Notre mission principale est d'éduquer, du latin *ex-ducere*, "guider", "conduire hors de", soit de faire en sorte que nos enfants puissent nous survivre. » Et donc, nous quitter un jour.

Et si c'était nous les ventouses ?

Thibault, 21 ans aimerait bien pouvoir se détacher de ses parents, mais il n'y arrive pas. « Il déteste la nouveauté. J'ai l'impression qu'il fuit tous les cas de figure où il peut y avoir de la compétition, de la rivalité avec d'autres jeunes. Je crois que j'ai trop chouchouté ou admiré mon fils unique », culpabilise sa mère. Mais cette prise de conscience finira certainement par éviter à Thibault, encore jeune, « l'impossible séparation » que Philippe Hofman connaît bien. « Inconsciemment, certains parents continuent longtemps de protéger leurs enfants devenus adultes. Ils les maintiennent en quelque sorte dans une bulle, car cela les rassure dans leur fonction parentale. **Avec d'éternels adolescents, on ne se voit pas vieillir**, » explique-t-il. Mais aussi, « on a tellement répété aux parents l'importance de maintenir des liens de qualité avec leurs enfants qu'ils investissent souvent les vacances comme un lieu de retrouvailles privilégié et même ritualisé. Surtout quand ils vivent en famille recomposée », souligne-t-il. Des situations inédites se présentent.

de partir au soleil rien qu'avec ses deux « grands ». « Mais mon fils de 21 ans a passé ses journées sur des jeux vidéo alors que sa sœur et moi avions envie de partir à la plage. Il se "réveillait" vers 22 heures, quand tous les restos étaient fermés ! Nous n'étions jamais en phase », raconte-t-elle. Alors pourquoi jouer les parents ventouses ? « Gardez ce temps précieux pour votre relation de couple. Tout le monde sera gagnant à la rentrée ! » conseille Philippe Hofman. **Le bon compromis ? Des vacances en club. Chacun fait sa vie et se retrouve au dîner ou au petit déjeuner pour un moment convivial...** sans soucis d'intendance ou risque de promiscuité. « Notamment l'intimité sexuelle entre les parents et les jeunes adultes, favorisée par le partage d'espaces exigus en vacances, doit être absolument évitée », insiste-t-il. « L'été dernier, nous avons loué pour la première fois une semaine dans un camping haut de gamme, se souvient Dominique, mère de Léo et Clémentine, des jumeaux de 20 ans très "papa-maman". Chacun avait son cottage. Et il y avait une discothèque à l'intérieur du camping. Je pouvais dormir sur mes deux oreilles puisqu'ils rentraient à pied ! » Les jumeaux ont tellement « kiffé » ce séjour qu'ils y retournent cet été... sans les parents.

Par Valérie Josselin

1 et 2. Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ). 3. Auteur de *J'ai un ado mais je me soigne*, JC Lattès. 4. *Autour de l'Impossible Séparation des jeunes*, Albin Michel.

version féminine 47

Novembre 2017 – Web

Article paru sur le site <https://www.actualitte.com> le 24 novembre 2017.

Centres de loisirs : quelle place pour le livre et la lecture auprès des enfants ?

[Victor De Sepausy](#) - 24.11.2017

Chaque année, les centres de loisirs accueillent des millions d'enfants – 2,3 millions en 2014 selon les données de **l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ)**. Les vacances scolaires restent évidemment le moment où la fréquentation est la plus forte. Au milieu des activités d'éveil et de partage, quelle place pour le livre et la lecture ?



Jyair, CC BY 2.0

Le Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil, en partenariat avec l'organisme de recherche Kerfad et avec le ministère de la Culture a lancé une grande étude. Objectif : dresser un panorama des questions et pratiques traversant les accueils de loisirs autour de la lecture et du livre de jeunesse, à la fois dans et avec ces espaces.

Entre le 17 mars et le 12 juin, l'étude qualitative et quantitative a été menée : ses conclusions ne seront pas à prendre comme définitives. Elles auraient plutôt vocation à devenir une approche préliminaire ou exploratoire, pour mieux cerner les enjeux. Et définir quelles évolutions peuvent être conduites pour que le livre jeunesse soit plus présent dans les centres de loisirs.

Toutefois, note-t-on, « *la question de la place du livre de jeunesse en accueils de loisirs provoque d'abord et spontanément de l'étonnement et rencontre, ensuite et principalement, une difficulté à se penser, se formuler, se problématiser* ».

Majoritairement, les animateurs assurent aborder la lecture « *sous l'angle de l'enjeu éducatif, de la relation éducative à l'enfant et [le] situent comme un élément de cette relation, parmi beaucoup d'autres* ». À 97 %, ils assurent que l'on trouve d'ailleurs des ouvrages dans leur Centre, et 85 % du temps, ils sont accessibles aux enfants.

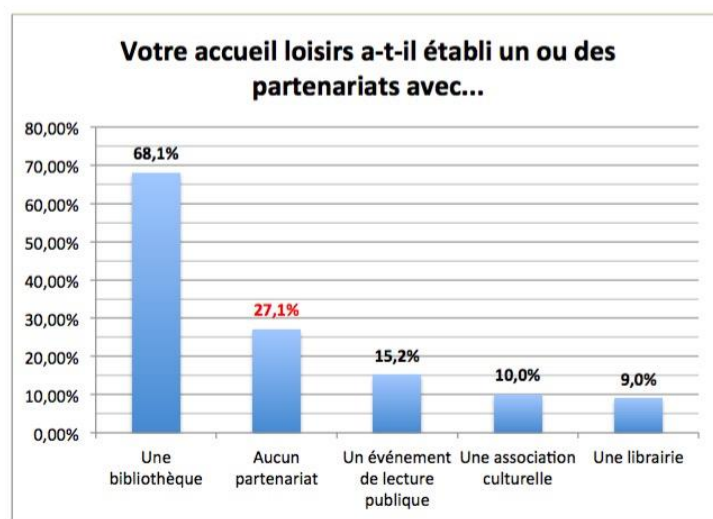
Toutefois, 51 % expliquent avoir un budget dédié pour ces achats – avec une médiane de 200 € par an ; 6 % ignorent s'ils en ont un. Les fonds sont composés à 42 % de dons, émanant des parents la plupart du temps, et 36,5 % sont des prêts ou des dons de bibliothèques.

Si depuis les années 80, le métier même d'animateur a évolué pour se professionnaliser, il implique formations et qualifications, avant tout centrées sur la sécurité, la réglementation et la gestion. La place accordée à la culture et l'éducation artistique et culturelle reste assez pauvre. Si par principe, le travail relève d'un métier d'équipe, il s'individualise de plus en plus – tout en accroissant la responsabilité personnelle... Pas de quoi envisager de grands plans d'action collectifs.

À ce titre, pourtant, tous voudraient faire quelque chose, mais font face à un manque de vision, permettant de fédérer un projet. La question qui se pose, à ce jour, est de savoir quels moyens existent pour « accompagner et garantir la qualité des projets éducatifs » ?

Quant au lien entre scolarité, centres de loisirs et bibliothèque, ils paraissent ténus. « Des bibliothécaires réalisent ou sont associés à 31 % des temps d'animation consacrés au livre et à la lecture en accueils loisirs (seuls ou en appui des animateurs qui, eux, en réalisent 95 %) mais cette présence est, de part et d'autre, souvent vécue comme relevant avant tout des bonnes volontés individuelles », note l'étude.

Les bibliothèques représentent d'ailleurs 68,1 % des partenariats montés, mais 27,1 % des centres n'auraient aucun accord avec des organismes tiers.



La formation des animateurs vis-à-vis des livres jeunesse pose d'autres problématiques : 20,6 % affirment qu'ils ne disposent pas de la connaissance de la littérature jeunesse pour s'en emparer. D'ailleurs, il est notable qu'en matière d'EAC, « le livre et la littérature occupent une place à part et ne sont pas mentionnés sur le même plan que les arts visuels, le spectacle vivant ou la musique ».

Autre point, « les formations existantes aux métiers de l'animation ou autour du livre, de la lecture ou de la littérature sont majoritairement orientées sur les contenus (des livres) et plus rarement sur les possibilités d'animation et de médiation (avec des livres, autour de la littérature jeunesse) ».

Liste des *Bulletins* publiés par l'Ovlej

N°	Mois	Année	Titre
1	Mai	2001	La fréquentation des séjours de vacances collectives / Evolutions 1994-1999
2	Novembre	2001	L'activité des séjours de vacances collectives / Evolutions et résultats 2000
3	Juin	2002	Les aides au départ en vacances collectives dans quatre départements
4	Février	2003	La fréquentation des séjours de vacances collectives en 2001
5	Mars	2003	Les contrats éducatifs locaux / Aménagements et conceptions du temps libre
6	Octobre	2003	Les jeunes et leurs vacances / Images des vacances et accès à l'autonomie
7-9	Octobre	2004	Devenir animateur et directeur occasionnels aujourd'hui en centres de vacances et de loisirs
10-15	Avril	2005	Centres de vacances, colonies de vacances... Perception et attentes des parents
16	Décembre	2005	Rétrospective de la fréquentation des séjours collectifs 1954-2004
17	Octobre	2006	Les 5-19 ans et les vacances en 2004 / Types de pratiques et accessibilité
18	Juillet	2007	Les aides au départ dans l'enquête vacances 2004 / Les 5-19 ans et les vacances (2)
19	Mars	2008	Entre soi ou avec les autres : séjours familiaux, sans les parents ou colos / Les 5-19 ans et les vacances (3)
20-25	Juil. Août	2009	De l'enfance à l'adolescence la participation aux activités de loisirs et de vacances en situation de handicap
26-31	Mars	2010	Organisation du temps libre et pratiques collectives / (1) De la maternelle à l'école primaire
32-37	Mai	2010	Organisation du temps libre et pratiques collectives / (2) Du collège au lycée
38-40	Septembre	2010	D'une politique de service à une politique sociale et éducative pour les enfants et des jeunes
41	Mars	2013	Le départ en vacances des enfants et des adolescents aujourd'hui : progression des inégalités et resserrement autour de la famille
42	Juillet	2013	Les colos aujourd'hui : un modèle de vacances socialement partagé qui perdure et se transforme
43	Mai	2014	Les centres de loisirs : état des lieux de la fréquentation en 2011
44	Avril	2015	Centres de loisirs, mini-camp, colonies : choix et expériences du collectif
45	Janvier	2016	De la mixité des publics à la diversité des enfants / Point de vue des parents et des adolescents
46	Juillet	2016	Choisir une colo ou un mini-camp : quels sont les critères des familles, des enfants et des adolescents ?
47	Juin	2017	L'expérience du vivre ensemble selon les jeunes fréquentant les accueils collectifs de mineurs

Téléchargez les *Bulletins* sur le site www.ovlej.fr, dans la partie Études/Bulletins.